Transsexuels : L'avenir du genre humain

12/10/2008 à 18h33

La France s'ouvre de plus en plus à la diversité et aux droits des minorités . Mais pour certains, ce ne sera jamais assez, quelles qu'en soient les conséquences en matière de santé et de coût (sida, droits des clandestins, asile politique…). La fièvre revendicative touche aujourd'hui jusqu'à la plus confidentielle *communauté* ethnique, religieuse ou sexuelle. Samedi, près de 400 personnes (selon les organisateurs) ont participé à Paris à la 12e édition de Existrans , la marche des personnes transsexuelles et transgenres, afin de défendre les droits de ces *«minorités parmi les minorités»* .

« Nous axons notre marche sur l'éducation au sens large, que ce soit dans le milieu médical où les trans sont traités comme des malades mentaux ou dans les administrations qui ne délivrent pas de papiers d'identité si les personnes ne sont pas opérées » , a déclaré à l'AFP July, porte-parole de l'association Resistrans.

Les pouvoirs publics doivent donc, selon les associations de défense des transsexuels, œuvrer pour changer le regard des différents milieux en contact avec les transsexuels.

Hélène Hazera, de Act up Paris, souhaite elle que *«les pouvoirs publics luttent contre le sida qui touche fortement les transsexuels"* mais aussi *"contre l'échec scolaire qui concerne énormément cette catégorie de personnes»*, a-t-elle ajouté.

Mais d'autres aspects discriminatoires devront bien être abordés et sanctionnés. Dans son programme, Existrans demande *« l'intégration de la discrimination liée à l'intersexualité et la transidentié dans les critères d'asile politique, tout*

comme dans les divers textes de lois destinés à prévenir les discriminations (code du travail, HALDE, loi sur la presse, etc.)»

Les partis politiques ne sont pas en reste.

Les Verts s'inquiètent du sort des clandestins transsexuels: *« (..) plus précaires socialement, victimes d'un taux de chômage largement supérieur à la moyenne , plus touchés par le VIH, plus victimes de violences sexuelles comme policières et trop souvent hors droit social et juridique faute de papiers en règle, les trans font partie des clandestins les plus discriminés en France et particulièrement en France.»*

Le PCF , toujours à la recherche d'électeurs, en rajoute: *«Tout le champ des discriminations doit être considéré, qu'elles soient fondé (NDLR: faute d'origine) sur l'engagement syndical ou politique, qu'elles soient racistes, fondées sur les convictions religieuses, sexistes, anti-**LGBT** (Lesbiens, Gays, Bi-sexuels et Transexuels) (…)»*

Pour faire aboutir leurs revendications, les transsexuels s'organisent par secteurs socio-professionnels au sein d'associations regroupant différentes minorités sexuelles comme l'Association des LGBT des Industries électriques et gazières et de leurs ami(e)s Energay ou l'association Homobus .

Ce n'est qu'une question de temps et de harcèlement.

AFP , 20 minutes